



POUR DES VILLES À LA MESURE DES FEMMES:  
DES PARTENARIATS DURABLES  
POUR LA SÉCURITÉ ET  
LA SANTÉ DES FEMMES

*Sommaire de quatre sessions de réseautage -  
Forum Urbain Mondial III, Vancouver, Colombie-Britannique, Canada, Juin 2006*

Femmes et villes international  
465, rue Saint-Jean, bureau 803  
Montréal, Québec, H2Y 2R6  
Téléphone : 514-861-6123  
Télécopieur : 514-288-8763  
Courrie : [info@femmesetvilles.org](mailto:info@femmesetvilles.org)  
Site Internet : [www.femmesetvilles.org](http://www.femmesetvilles.org) ou [www.womenincities.org](http://www.womenincities.org)

Ce document est accessible en ligne au [www.femmesetvilles.org](http://www.femmesetvilles.org)

The English version is available on line at [www.womenincities.org](http://www.womenincities.org)

Una versión en español de esta publicación está disponible en línea :  
[www.mujaeresy ciudades.org](http://www.mujaeresy ciudades.org)

# REMERCIEMENTS

Femmes et villes international tient à remercier le gouvernement du Canada (Ressources humaines et Développement social Canada, Sécurité publique et Protection civile Canada, Condition féminine Canada), le Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu, et la Commission Huairou pour leur aide financière au projet.

Nous voulons également exprimer toute notre reconnaissance envers nos partenaires, pour leur engagement et leur soutien sans faille: *Toronto Women's Call To Action*, le Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu (NNEWH), la Fédération canadienne des municipalités (FCM), ONU-Habitat pour des villes plus sûres, Action Canada pour la population et le développement (ACPD), AECI, UNIFEM, *Red Mujer y Habitat Lac*, le Centre international pour la prévention de la criminalité et la Commission Huairou.

Nous remercions enfin du fond du cœur toutEs les conférencierEs et les participantES pour leur inestimable contribution au succès remarquable de ces rencontres de réseautage.

Créer des villes plus inclusives, où les femmes de tous âges, races, langues, classes sociales, capacités physiques ou intellectuelles, orientations sexuelles, etc. aient le sentiment de participer pleinement à la vie de la Cité, tel est l'objectif du Forum urbain international, de Femmes et villes international et de nos partenaires. Le gouvernement du Canada et ONU-Habitat ont d'ailleurs signé à cet effet nombre de conventions onusiennes et de protocoles d'entente internationaux sur l'égalité des sexes et le renforcement des capacités des femmes.

Afin que les femmes se sentent incluses dans la vie de leur ville, les gouvernements municipaux doivent prendre en considération les besoins et intérêts spécifiques aux femmes dans toute leur diversité. Cela exige qu'on examine les relations entre les gouvernements municipaux et les organismes issus de la société civile, tout particulièrement dans l'élaboration des politiques municipales. Depuis Habitat II, plusieurs projets ont été mis en branle pour instaurer la "bonne gouvernance" des villes, améliorer l'équité et l'égalité entre femmes et hommes, et assurer une participation égale des femmes sur le plan local. Des modèles et des outils ont été élaborés pour mesurer les progrès accomplis en ce sens par les administrations locales.

La sécurité est également au cœur de la bonne gouvernance. Plusieurs réseaux se sont formés, depuis Habitat II, pour promouvoir la bonne gouvernance des villes en développant des projets liés à la sécurité des femmes, et en améliorant le sentiment de sécurité des femmes. Ces réseaux ont inspiré la création de partenariats spécifiquement dédiés à la sécurité des femmes, à la participation égalitaire des femmes dans les instances locales et à la défense des programmes et politiques qui améliorent l'environnement physique et social. Ils réunissent des groupes de femmes, des ONGs, des chercheurEs, des gouvernements, des agences onusiennes et des municipalités. Il en ressort que ces partenariats sont essentiels à la planification de villes plus sécuritaires pour les femmes et à une plus vaste institutionnalisation de l'égalité entre femmes et hommes. De plus, les gouvernements locaux apparaissent comme des acteurs-clé en matière de développement de stratégies communautaires qui répondent explicitement aux besoins de sécurité des femmes.

Les Déclarations finales des deux *Séminaires internationaux sur la sécurité des femmes*, tenus à Montréal, Canada (2002), et Bogota, Colombie (2004), appellent à redoubler d'efforts

dans l'acquisition et l'échange des connaissances, expériences et "bonnes pratiques" en matière de sécurité des femmes, tout en développant et renforçant les ressources régionales et les réseaux. La sécurité des femmes incluant, comme paramètres incontournables, les questions de santé et d'environnement, cette proposition vise à développer des liens plus étroits entre les nombreux secteurs qui travaillent globalement à promouvoir la sécurité des femmes.

Quoi qu'il en soit, les progrès accomplis par les villes et les groupes de femmes dans la création de partenariats et l'atteinte de l'égalité des sexes sont assez disparates et pas toujours durables. De plus, les femmes qui sont en butte au racisme, désavantagées par un handicap ou autrement marginalisées (ex. : les travailleuses du sexe), sont, dans toutes les villes de toutes les régions du monde, souvent victimes d'une exclusion plus grande que les autres femmes. Les mécanismes permettant d'inclure ces femmes doublement marginalisées ne sont pas encore très développés.

Pour accomplir quelque progrès dans l'atteinte de l'égalité de genre et de l'équité, il faut que cet engagement se reflète dans tous les tenants et aboutissants du Forum urbain mondial. Pour aider à l'intégration d'une approche de genre inclusive aux travaux du Forum urbain mondial, Femmes et villes international, en partenariat avec le *Toronto Women's Call To Action*, le Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu (NNEWH), la Fédération canadienne des municipalités (FCM), ONU-Habitat pour des villes plus sûres, Action Canada pour la Population et le Développement (ACPD), AECI, UNIFEM, *Red Mujer y Habitat Lac*, le Centre international pour la prévention de la criminalité et la Commission Huairou, a organisé quatre sessions de réseautage thématiques s'appuyant sur les recherches et travaux actuels en matière de sécurité des femmes et d'intégration de l'approche de genre. Ces quatre sessions de réseautage portaient sur les thèmes suivants :

- DES PARTENARIATS DURABLES POUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES
- DÉVELOPPER UN MODELE : PARTENARIATS POUR L'ÉGALITÉ DANS LES GRANDES VILLES
- INTÉGRATION DE L'APPROCHE DE GENRE À LA GOUVERNANCE LOCALE
- RÉSEAUX DE CONNAISSANCE POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES FEMMES

Le présent rapport résume les discussions, de même que les conclusions, de chacune des rencontres de réseautage. Vous trouverez en annexe la description des rencontres, la liste des intervenantEs de chaque session et le programme général.

➔ **DES PARTENARIATS DURABLES POUR  
LA SÉCURITÉ DES FEMMES  
RENCONTRE DE RÉSEAUTAGE  
MARDI 20 JUIN - 13.30 - 15.30**

Cette rencontre de réseautage, menée selon une approche hautement participative, a permis aux quelque 120 participantEs d'amorcer un dialogue collectif sur les potentialités et les obstacles entourant le développement de partenariats entre groupes de femmes et gouvernements locaux. L'image retenue comme point de départ fut celle d'une rivière, où chaque goutte d'eau additionnelle renforce le courant, où chaque rocher, chaque écueil ralentit le progrès. Puis, les participantEs ont lancé des bateaux sur cette rivière en racontant leurs plus importantes réalisations. Le but de cet atelier se précisa donc, à savoir, partager autant de témoignages que possible sur les bons coups et les blocages rencontrés dans la création de partenariats entre communautés et gouvernement local en matière de prévention de la violence faite aux femmes (<http://www.wallworkshop.com/index.html>).

Le groupe a identifié de nombreux avantages découlant de la création de tels partenariats, dont :

- ❑ Les gouvernements disposent de ressources financières et les communautés de ressources humaines
- ❑ Les politiques nationales en matière de violence familiale sont plus directement liées à leur implantation au niveau local (ex. : imputabilité des forces de police quant à l'application de ces politiques nationales)
- ❑ Le financement des projets de partenariat peut être utilisé pour encourager la coopération entre organismes non-gouvernementaux (ONG) dans le développement d'une approche commune
- ❑ Les gouvernements, en tant qu'instance permanente de la communauté, peuvent assurer la viabilité et la pérennité des initiatives de prévention de la violence (PV)
- ❑ Les gouvernements locaux (GL) peuvent faire montre d'un puissant leadership et fournir des précieuses ressources
- ❑ Le déplacement de ces questions de la sphère privée à la sphère publique entraîne une prise de conscience collective
- ❑ La mobilisation de communautés qui soient plus réceptives

Bon nombre d'obstacles à la création de ces partenariats ont également été soulignés, dont :

- ❑ Le manque de compréhension du problème et la désinformation des gouvernements locaux
- ❑ Du financement à court terme et par projet
- ❑ Des gouvernements qui n'apprécient pas ou ne respectent pas les organismes issus de la communauté
- ❑ La corruption des gouvernements locaux
- ❑ La paperasserie et la bureaucratie des gouvernements locaux
- ❑ Les écarts de pouvoir entre grands et petits groupes de femmes
- ❑ La non-reconnaissance du problème par les leaders locaux
- ❑ L'attitude des forces de police
- ❑ La compétition pour le financement entre ONGs

Les réalisations les plus brillantes furent :

- ❑ Les marches exploratoires
- ❑ La création d'outils de sensibilisation en vue de changer les comportements, qui s'adressent personnellement aux gens
- ❑ Une approche de genre qui met l'emphase sur la sécurité des femmes – désormais relancée par un nouveau comité regroupant membres de la communauté et politicienNEs
- ❑ Des actions de démocratie directe pour renforcer les droits des femmes dans les villes
- ❑ Des programmes d'éducation pour des relations respectueuses à l'école
- ❑ Des programmes pour les mères célibataires
- ❑ Une campagne de sensibilisation à la prostitution en lien avec les Jeux Olympiques de 2010 (Vancouver)
- ❑ Une Unité de secours et de soutien aux victimes
- ❑ J-CARES – une formation sur la violence conjugale destinée aux leaders religieux
- ❑ Un guide d'aménagement urbain sécuritaire
- ❑ La production d'un jeu par des écoliers du primaire

Bien évidemment, une très grande variété de réalisations ont été relevées par les groupes et les participantEs. Certaines sont des outils très concrets, d'autres des programmes d'éducation publique.

La session s'est terminée sur une série de suggestions quant à ce que nous voulions atteindre pour 2008, à l'utilisation de nos outils de réseautage actuels et à la façon de renforcer nos partenariats. Les principales suggestions furent :

- Des sites Internet disponibles en trois langues
- Le partage des "bons coups"
- Les témoignages comme source valable de données
- Un bulletin électronique
- Du suivi sur les projets
- Une bonne évaluation de ce qui fonctionne ou non
- Des ressources et de l'argent
- Du financement en provenance de l'ONU – pour des programmes durables et viables plutôt qu'au coup par coup
- La cueillette et la mise en valeur des réussites
- De nouvelles "bonnes pratiques"
- De l'information hors site Internet pour rejoindre les femmes dans toute leur diversité, incluant les femmes autochtones
- Des outils pratiques et accessibles
- Des partenariats internationaux au niveau régional, afin d'apprendre des pratiques de chacunE.

➔ **DÉVELOPPER UN MODELE : PARTENARIATS POUR L'ÉGALITÉ DANS LES GRANDES VILLES RENCONTRE DE RÉSEAUTAGE**  
**Mardi 20 juin - 16.30-18.30**

Les objectifs de cette rencontre étaient doubles : amorcer une réflexion sur les conditions particulières de la création de partenariats dans les grandes villes, et discuter des meilleurs moyens de recueillir de l'information de façon systématique et selon des procédures comparables. Il s'agissait donc de sensibiliser les participantes aux contextes propres de chaque ville et, simultanément, de tenter de trouver ensemble un mécanisme pouvant fournir des données comparables. La session fut une réussite sur le premier point : écouter et prendre conscience de l'importance des contextes locaux et de l'histoire propre à chaque lieu. Les participantEs se sont penchéEs à tour de rôle sur les problèmes de méthodologie et de classification des données, mais, la complexité incroyablement riche des grandes villes défiait toute comparaison facile. Les conférencières ont soulevé différents aspects et facteurs devant être pris en considération.

- 1 L'importance du système gouvernemental dans son entier. Pour être en mesure de construire un cadre d'application de l'approche de genre, on doit d'abord comprendre les différents niveaux de gouvernements et leurs responsabilités respectives. On doit aussi saisir

l'orientation de base des politiques (l'économie, le social, l'environnemental et le culturel peuvent s'y ajouter). L'impact des gouvernements nationaux a été souligné par plusieurs participantEs.

- 2 Les difficultés et faiblesses des gouvernements locaux. Ceci est de la plus haute importance, vu le contexte actuel de décentralisation. Il faut trouver comment les gouvernements nationaux peuvent développer la capacité et les compétences des gouvernements locaux.
- 3 L'importance de l'élection de femmes. Ce fut un des grands thèmes de cette rencontre de réseautage, et les arguments invoqués pour l'inclusion de plus de femmes dans des rôles électifs formels furent nombreux (comme point de départ de l'égalité, garantie de gouvernements plus honnêtes ou tremplin de politiques ciblées). Plusieurs propositions concrètes, soumises par les participantEs, visaient tant à encourager la candidature plus nombreuse des femmes qu'à augmenter l'efficacité de celles qui sont déjà élues.

Le premier segment de cette rencontre de réseautage fut donc consacré aux acteurs politiques : les gouvernements nationaux sont incontournables, les gouvernements locaux ont besoin de plus de capacités (financière et réglementaire), et les femmes, comme représentantes élues, sont d'une importance vitale.

Le deuxième segment de la session s'est attardé aux acteurs administratifs, grandement aidé en cela par la présentation de la ville de Quézon qui a développé des structures administratives complexes. Bel exemple de la complexité des grandes villes qui, pour créer des partenariats, exige des modèles tout aussi complexes. Encore une fois a été soulignée l'importance de l'engagement et du soutien du gouvernement national, base essentielle à l'action locale. Quézon a ainsi mis sur pied de puissantes unités administratives centrales en matière d'égalité des sexes, qui travaillent avec chacun des départements municipaux, la police, les villages et les gouvernements locaux.

Le troisième segment de la rencontre porta sur la société civile et son rôle auprès des gouvernements locaux, tant pour les inciter à agir que pour collaborer directement à leurs actions. Les interventions mirent l'accent sur les différents rôles assumés par les groupes émanant de la société civile, et sur leurs structures particulières : conseiller les gouvernements, recevoir du financement gouvernemental, mobiliser la population. Le Conseil des Montréalaises fut donné en exemple, comme illustrant bien l'engagement de la Ville de Montréal envers les femmes dans toute leur diversité. Le Conseil travaille à la fois avec les

autorités municipales et la communauté – encourageant la participation des femmes à l’élaboration des politiques locales – dans un partenariat visant l’application de la politique d’égalité entre les femmes et les hommes.

Un projet de Sao Paulo a mis en lumière le rôle des organismes de la société civile dans la mobilisation des groupes marginalisés et dans le travail de terrain visant l’atteinte de ces populations à la pleine citoyenneté et leur inclusion dans la vie de la cité. Ce cas illustre également le rôle que peuvent jouer les universités dans l’intervention auprès des populations marginalisées.

Autre élément de discussion, les multiples façons dont les groupes de femmes se sont structurés en fonction de leurs relations avec les gouvernements locaux. Dans le cas du Vietnam, les organismes de femmes sont présents à tous les paliers de l’État et interviennent donc à tous les niveaux de la vie politique.

Enfin, la question du financement de cette participation de la société civile fut au centre des discussions, tout au long de la rencontre. Dans certains cas, les gouvernements locaux s’y sont impliqués, dans d’autres, les ressources émanèrent des agences et fondations privées. L’impact du programme ONU-Habitat pour des villes plus sûres en Argentine a permis d’accroître les actions locales en matière de prévention de la violence et de formation des femmes à l’autonomie économique. Dans d’autres cas, le manque de ressources financières a réduit ou même contrecarré toute action.

Cette rencontre de réseautage a contribué à enrichir le corpus des facteurs significatifs qui facilitent ou découragent la création de partenariats œuvrant pour l’égalité entre femmes et hommes dans les grandes villes. La diversité même de ces grandes villes a conduit à la mise en place de structures et d’activités complexes, et exige, conséquemment, que l’on considère sérieusement les contextes spécifiques de chacune d’elles. Se sont, par ailleurs, dégagés certains facteurs communs, tels : l’importance de la volonté politique aux niveaux national et local, le rôle prépondérant de la société civile par la pression qu’elle peut exercer sur les gouvernements locaux, et le besoin de structures administratives efficaces permettant d’assurer la réussite de l’implantation des politiques, programmes et pratiques en matière d’égalité. Pour exercer efficacement son rôle essentiel, la société civile a besoin de soutien et de ressources, tout comme d’organismes communautaires qui puissent mobiliser les femmes dans toute leur diversité.

Inévitablement coincées entre la description exhaustive des différents contextes particuliers et les discussions entourant l’établissement d’un cadre commun de collecte et d’analyse

de bases de données comparables, les participantEs ont, vu le temps très court alloué à la rencontre, choisi de favoriser l’étude des contextes. Cela a fourni une assise à la création du modèle permettant de mesurer les progrès – ou l’absence de progrès – des activités des grandes villes, eu égard à l’égalité entre femmes et hommes et, ce faisant, à l’enclenchement du travail de préparation pour le quatrième Forum urbain international.

➔ **INTÉGRATION DE L’APPROCHE DE GENRE  
À LA GOUVERNANCE LOCALE  
RENCONTRE DE RÉSEAUTAGE  
Mercredi 21 juin - 13.30-15.30**

Cette session portait sur l’équité, sur l’égalité entre femmes et hommes, et sur l’intégration de l’approche de genre dans la gouvernance locale et les gouvernements municipaux. Au centre des discussions, notons l’identification des pré-conditions essentielles à cette intégration de l’approche de genre dans les gouvernements locaux ; les stratégies gagnantes, les outils et les défis afférents ; l’utilisation et l’impact, au niveau municipal, des initiatives budgétaires ventilées selon le sexe (*GRBIs : Gender-Responsive Budget Initiatives*) ; ainsi que les processus d’évaluation et les indicateurs de résultats.

En parallèle de ces discussions, furent abordés les défis et avantages des liens et partenariats entre groupes de femmes et gouvernements municipaux.

Cette rencontre a également exploré le potentiel des échanges internationaux, des initiatives de renforcement des capacités, des projets pilote et d’autres collaborations permettant l’émergence de la “gouvernance” entre gouvernements locaux, groupes de femmes et organisations dédiées à l’atteinte de l’égalité.

Amorcée avant la tenue du Forum urbain mondial par un forum en ligne où plusieurs interrogations pertinentes furent soulevées, cette rencontre fut organisée justement pour permettre aux conférencierEs de répondre à une question émergeant tant des échanges en ligne que des communications avec les animatrices.

**QUESTION 1 :**  
*COMMENT LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES  
MUNICIPALITÉS TRAITE-T-ELLE DU DROIT DES  
FEMMES ET DE L’ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET  
LES HOMMES ?*

**Louise Poirier** et **Tanis Houck** ont décrit un projet (subventionné par Condition féminine Canada) conçu pour porter de 20 à 30 % la proportion des femmes en politique

au niveau local, d'ici 2026. Elles ont souligné que les femmes représentent actuellement 12 % des maires et 29 % des conseillers municipaux. Le projet adopte une approche fondée sur « le genre et le développement » afin d'identifier et de soutenir les femmes qui sont prêtes à se lancer en politique municipale. Il aide également les femmes intéressées à s'impliquer et à siéger sur des conseils d'administration et des comités sur le plan local. Le message clé émergeant de multiples discussions avec des femmes de plusieurs communautés est que les femmes sont rebutées par une approche de confrontation et préféreraient une approche plus consensuelle et professionnelle de la gouvernance municipale. Le projet a aussi permis de produire des ressources documentaires disponibles sur l'Internet.

### QUESTION 2 :

*QUELLES SONT LES ÉTAPES POUR AMORCER LE PROCESSUS D'INTÉGRATION DE L'APPROCHE DE GENRE AU NIVEAU LOCAL ?*

**France Bourgault** a brossé un tableau de ses activités dans un quartier pauvre de Montréal où se sont exprimées des inquiétudes quant à l'impact négatif de la gentrification sur les familles à faibles revenus, les femmes seules et les aînés. Ces résidantEs veulent être partie prenante au processus de réaménagement du quartier.

Au départ, un centre local de femmes a pris l'initiative de créer un comité de partenaires locaux qui dut répondre, entre autres, à la question suivante : « *Qu'est-ce qui caractérise un quartier considéré comme un bon lieu de vie pour les femmes ?* » Puis, le groupe a élaboré la « Déclaration citoyenne des femmes de Sainte-Marie », outil visant à mobiliser les résidantEs du quartier, les partenaires locaux, les conseillerEs d'arrondissement, les services municipaux d'arrondissement, etc. La Déclaration est un appel à l'action dans différents domaines, tels que le logement, la mobilité, la sécurité, le développement économique et social, etc. (ce travail exigea un an). La Déclaration a été utilisée comme outil principal pour donner de la visibilité à ces problèmes locaux « du point de vue des femmes », pour aller chercher le soutien et l'engagement de la communauté et pour exiger que des actions concrètes soient mises en branle.

**Julieta Logroño**, de Esmeraldas en Équateur, a fait part des difficultés auxquelles fait face sa communauté et de sa façon de travailler avec les femmes pour améliorer la situation. Elle a d'abord soulevé plusieurs problèmes qui touchent sa communauté malgré l'élection d'une femme au poste de maire : pas d'eau potable sûre, des industries qui polluent l'environnement, des pratiques forestières non viables, un haut taux de violence envers les femmes. Elle en est arrivée à la conclusion que les villes ne reflètent pas

l'intégration de l'analyse de genre et que la gestion des infrastructures n'est pas considérée comme incluant les services sociaux. Elle conçoit les défis de l'intégration de l'approche de genre comme étant, à la fois, politiques et techniques.

Elle a essayé de renforcer les capacités des femmes à travailler avec le gouvernement local tout en travaillant avec ce même gouvernement à créer des outils visant l'égalité entre femmes et hommes. Elle a connu un certain succès : le plan de participation de la ville reflète bien une vision et un cadre critique ouvert aux questions de genre et d'ethnicité. Elle s'implique également dans la création d'une « Maison des Mères » dans la région.

**Liliana Rainero**, représentant le Réseau Femmes et habitat d'Amérique Latine, a souligné l'importance pour ce réseau de faire le lien entre inégalité de genre et pauvreté, et de promouvoir des structures de gouvernance décentralisées qui soient alertées et interpellées par les inégalités sociales. Elle a mis en lumière une série d'avancées et d'activités qui mènent à l'atteinte de ces objectifs :

- Partenariats entre groupes de femmes et autres organismes sociaux, afin de générer une conscience sociale et une masse critique ;
- Diffusion des ententes et outils développés aux niveaux régional et international ;
- Intégration de l'approche de genre dans la hiérarchie gouvernementale, avec une attention spéciale aux politiques et résultats ;
- Intégration des programmes d'égalité des genres dans les plates-formes politiques, comme à Bogota, en Colombie, où un tel programme est au centre des préoccupations du bureau du maire ;
- Utilisation de mesures d'impacts qui permettent l'évaluation ;
- Utilisation des Programmes d'égalité des chances, comme à Rosario, où un organisme consultatif de femmes a été incorporé aux activités de gouvernance ;
- Conscientisation constante des maires et conseils en lien avec les domaines de prise de décision, tels l'urbanisme, la planification ;
- Finalement et fondamentalement, des budgets ouverts à l'approche de genre. La volonté politique de promouvoir les droits des femmes est exprimée au mieux lorsque les budgets allouent des ressources au traitement des problèmes qui sont importants pour les femmes. C'est une question de justice qui reconnaît également le travail non rétribué des femmes.

**Elizabeth Akpalu**, représentant Femmes et Justice en Afrique de l'Ouest (*Women and Law in West Africa*), a présenté les efforts d'intégration de l'approche de genre à la bonne gouvernance et pour la participation des femmes dans sept

pays (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal et Togo). L'objectif global est de contribuer à une participation effective des femmes à la gouvernance sur le plan local et national, en renforçant les capacités des femmes des régions urbaines et rurales à influencer les décisions, les politiques et les programmes mis en application par les autorités afin qu'ils incarnent davantage les droits fondamentaux des femmes et l'égalité entre les genres. Le renforcement des capacités s'est mis en place via deux stratégies : 1) renforcer les capacités des femmes à s'impliquer dans la politique locale ; 2) appliquer au gouvernement local l'intégration de l'approche de genre – ils ont obtenu du financement privé pour faire la cueillette de données ventilées selon les sexes qui aura un impact sur la façon d'allouer les ressources.

**Glenise Levendal** représente le *Gender Advocacy Programme* d'Afrique du Sud, un organisme dont la mission est “*de lutter pour une société où les Sud-Africains, et tout particulièrement ceux qui sont marginalisés, pourront participer à l'élaboration des politiques et à la prise de décision, à tous les niveaux de la vie sud-africaine, pour l'atteinte de l'égalité entre les sexes*”. Glenise est coordonnatrice du projet “genre et gouvernement local”. Leur expérience démontre que les gouvernements locaux se sont montrés moins sensibles aux arguments prônant l'égalité des genres que ne l'a été le gouvernement national. Ils reconnaissent l'importance de bien former les organismes communautaires à maintenir les municipalités sur la bonne voie, par le développement de politiques intégrant l'approche de genre, mais aussi par la reconnaissance accordée aux artisanEs et défenseurs de cette approche égalitaire. Ils ont lancé une campagne 50/50 visant à porter la représentation des femmes à 50 % dans les gouvernements locaux.

### QUESTION #3 :

À QUOI RESSEMBLE LE SUCCÈS ?

**Nuzhath Leedham**, parlant de l'expérience du *Toronto Women's Call to Action* (TWAC), a mis en lumière les défis auxquels doit faire face l'Hôtel de Ville pour traiter des questions qui concernent les femmes et, tout particulièrement, les femmes immigrantes ou issues des minorités visibles. Actuellement, ces questions relèvent du mandat du Comité aviseur sur les droits humains, vu l'abrogation du Comité du Statut de la Femme, à la suite de la dernière élection municipale. Pour le TWAC, il était essentiel, avant tout autre action, de rétablir ce Comité du Statut de la Femme. Cependant, ce geste ne saurait garantir à lui seul une reconnaissance suffisante de l'intersectionnalité – à savoir, la prise en compte des multiples oppressions auxquelles font face certaines femmes. Entre autres questions afférentes, notons le besoin de disposer de données ventilées en fonction du genre et la difficulté à

atteindre cet objectif en intégrant toutes les nuances voulues dans l'établissement des variables. Finalement, le TWAC a dû faire face à un manque de ressources, ce qui a affecté sa capacité à maintenir des activités de lobbying suffisamment soutenues.

### COMMENTAIRES/DISCUSSIONS/QUESTIONS :

- Le besoin de travailler de concert avec les hommes a également été identifié. Par exemple, il existe au Nigeria un projet de soutien des hommes aux revendications des femmes (*Men Supporting Women Initiative*)
- Il y a un manque de prise en compte des problématiques de pouvoir. Lorsque des relations de pouvoir inégalitaires constituent le problème de base, le renforcement des capacités des femmes n'est pas la réponse adéquate – il est alors préférable d'introduire des quotas de représentation féminine au sein des gouvernements locaux
- La représentation égalitaire dépasse largement la simple notion de nombre
- Au Mexique, les quotas au niveau fédéral ont été très utiles et les femmes y ont réalisé des gains importants
- Le pouvoir doit être vu dans une perspective beaucoup plus large – pouvoir en termes de nombre de femmes en poste et en termes d'organisations autonomes de femmes; de même qu'une analyse identifiant les écarts de pouvoir entre femmes

→ RÉSEAUX DE CONNAISSANCE POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES FEMMES  
RENCONTRE DE RÉSEAUTAGE  
**Judi 22 juin, 13:30 – 15:30**

La rencontre portant sur les réseaux de connaissance pour la santé et la sécurité des femmes était une des quelque 162 sessions de réseautage organisées durant le 3<sup>e</sup> Forum urbain mondial, à Vancouver. Ces rencontres ont été structurées de façon à fournir aux participantEs un cadre informel qui permette d'établir un savoir et des connaissances, de renforcer des partenariats et d'échanger des idées. La majorité des 45 déléguéEs qui ont participé à cette rencontre particulière représentaient des organismes non-gouvernementaux, mais il y avait également des étudiantEs et des déléguéEs représentant des agences gouvernementales. Cette session a facilité la discussion entre participantEs en permettant aux différentes personnes de partager leurs expériences et connaissances des stratégies de réseautage de leurs pays respectifs, et de se livrer ensemble à un vaste remue-méninges sur la manière d'appliquer, chacunE chez soi et internationalement, ces diverses approches en santé des femmes.

La session de réseautage était présidée par Kimberly Walker, Directrice générale du Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu. Après la prestation d'un panel d'expertes, une discussion ouverte a permis aux participantEs d'exprimer leurs points de vue. L'animatrice de ces échanges fut Prabha Khosla, partenaire du *Toronto Women's Call to Action* et de *Femmes et villes international*, au nom du Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu (NNEWH).

#### **PRÉSENTATION D'OUVERTURE DE LA PRÉSIDENTE - KIMBERLY WALKER, DIRECTRICE GÉNÉRALE DU RÉSEAU PANCANADIEN SUR LA SANTÉ DES FEMMES ET LE MILIEU**

Souhaitant la bienvenue aux déléguéEs participant à cette rencontre, la présentation d'ouverture s'est ensuite penchée sur les questions touchant la santé et la sécurité des femmes, de même que le fardeau économique et sanitaire lié à cette problématique. La présidente a d'autre part signalé la relation entre le lieu géographique, le statut socioéconomique et les risques pour la santé, en soulignant les risques accrus pour la santé des femmes marginalisées. Elle a conclu sa prestation en mettant l'accent sur les trois objectifs de cette rencontre :

- 1 Identifier les stratégies qui impliquent et incluent les femmes marginalisées, la communauté, les intervenantes de terrain et les femmes sur le plan local dans la production de savoir, le partage de connaissances et le processus de modification des politiques afférentes.
- 2 Identifier les meilleures méthodes de renforcement des réseaux locaux, régionaux et internationaux afin de développer ces connaissances et de provoquer des changements dans les politiques de santé.
- 3 Identifier quelques indicateurs permettant l'évaluation de l'efficacité des réseaux liés au renforcement et à l'échange de ces connaissances.

La présidente a laissé place à l'animatrice qui a présenté les panélistes et leurs interventions.

#### **INTERVENTIONS DU PANEL**

Les exposés des panélistes ont livré de l'information sur les projets et les réseaux traitant de la santé et de la sécurité des femmes en puisant dans leur expertise respective. Quatre domaines ont été explorés : le transfert de connaissances aux femmes réfugiées issues de milieux populaires ; le renforcement des réseaux de connaissances pour les femmes immigrantes et réfugiées ; les femmes autochtones de milieu urbain et les femmes souffrant d'un handicap ; et la sécurité en milieu urbain. Les présentations complémentaires ont permis aux participantEs une meilleure compréhension des initiatives actuelles en matière de santé et sécurité des femmes, et créé une tribune bien adaptée aux

échanges ouverts sur le partage des connaissances et les possibilités offertes par le réseautage.

#### *Renforcer les réseaux de connaissances chez les femmes immigrantes, réfugiées et migrantes des villes – Exposé de Kamlyn Ng-See-Quan, NNEWH et Action Canada pour la population et le développement*

Des modèles de réseaux de connaissances s'adressant aux femmes immigrantes et aux travailleuses saisonnières ont été présentés dans cet exposé. La langue, la culture, les programmes offerts et l'environnement sont parmi les facteurs entraînant des problèmes spécifiques de santé et de sécurité pour les immigrants et les travailleurs saisonniers, et tout particulièrement les femmes, qui vivent dans les villes. La coordination et le transfert des connaissances des réseaux aux communautés présentent des difficultés propres à la vie en centre-ville. Or, assurer la santé et la sécurité de ces travailleurs immigrants ou saisonniers relève des droits humains. Cet exposé a aussi examiné en profondeur les obstacles au rapprochement entre réseaux de connaissances et organismes communautaires.

#### *Logement, santé et sécurité des femmes réfugiées – Transfert des connaissances aux femmes réfugiées issues de milieux populaires – Exposé de Swarna Weerasinghe, NNEWH et Département de santé communautaire et d'épidémiologie (Université de Dalhousie)*

La santé et la sécurité sont inter reliées pour les femmes réfugiées qui ont fui un environnement non sécuritaire et traumatisant, comme il s'en trouve dans plusieurs coins de la planète. Les réfugiéEs recevant l'aide gouvernementale arrivent avec l'espoir de trouver, dans le pays hôte, un milieu sécuritaire où vivre en paix. Cette présentation portait sur les différentes façons de concrétiser ce rêve via des réseaux efficaces de transfert de connaissances. Présentant les résultats du projet de recherche qu'elle est actuellement à compléter, la panéliste a mis l'emphase sur le besoin de partager ces connaissances. Ont également été abordés les questions de santé et de sécurité spécifiques aux femmes réfugiées et les modèles disponibles de création de réseaux de connaissance qui sont efficaces à y répondre.

#### *Femmes autochtones en milieu urbain – Exposé de Linda Day, Directrice générale du Groupe de recherche des femmes autochtones sur la santé et la guérison (Aboriginal Women's Health and Healing Research Group)*

Le droit de vivre dans un environnement sain et sécuritaire est un droit humain fondamental. Cependant, l'exposé a démontré comment les femmes autochtones sont quotidiennement confrontées à des problèmes de santé et de sécurité qui leur sont spécifiques. Les participantEs ont bénéficié d'une vue d'ensemble des problèmes criants de santé et de sécurité des femmes autochtones, tant en milieu urbain que dans les communautés rurales. Le partage des connaissances a été identifié comme la voie menant à des changements de politiques, alors que les options de

réseautage, spécifiques aux femmes autochtones, ont fait l'objet de discussions.

*Femmes souffrant d'un handicap et sécurité en milieu urbain – Exposé de Fran Odette, NNEWH et Education Wife Assault; Karen Yoshida, NNEWH et Université de Toronto*

Cet exposé a revisité les conclusions du forum en ligne *Urban Women's Health and Disability* qui, à l'automne 2005, a permis à des femmes de partout au Canada d'échanger sur divers domaines relatifs à la santé et aux handicaps. L'exposé portait surtout sur les réponses touchant la relation entre santé et violence, et spécifiquement sur les formes de violence rencontrées, les obstacles dans l'accès aux services, la réponse à la violence des agences dédiées aux femmes et sur les recommandations touchant les changements souhaités et le réseautage.

*Déplacements forcés : Impacts sur la santé et la sécurité des femmes – Exposé de Marisol Dalmazzo Peillard, Red Mujer y Habitat (Colombie)*

Cet exposé a brossé un tableau de la violence politique en Colombie qui a eu un impact spécifique et disproportionné sur les femmes. La panéliste a rapporté certains échanges issus du forum en ligne précédant cette rencontre de réseautage et le témoignage de femmes sur le besoin pressant de réseaux nationaux et internationaux traitant de la santé et de la sécurité des femmes. Elle a également abordé la question des défis et possibilités qui se présentent lors de la création et du renforcement de réseaux de connaissances, et mis de l'avant des recommandations à l'intention des organismes et des réseaux d'échange existants qui œuvrent à la santé et la sécurité des femmes.

## DISCUSSIONS OUVERTES DES PARTICIPANTES

Après chacune des présentations des panélistes, les participantEs étaient invitéEs à poser des questions et à engager la discussion sur les problèmes et les points de vue présentés. Toutes les avenues de discussion ont été accueillies par les participantEs qui étaient enthousiastes à l'idée de lier leur propre expérience à la matière des exposés. Quoiqu'il en soit, une certaine frustration s'est fait sentir dans la mesure où plusieurs participantEs étaient fort conscientEs des problématiques discutées et contrariés par le manque de ressources et de progrès dans le développement de ces réseaux de connaissances.

Les participantEs ont fait consensus sur le besoin de référer aux perspectives intersectionnelles pour intervenir dans le domaine de la santé des femmes. Cette prise en compte peut se réaliser en travaillant avec d'autres organismes voués à la santé des femmes, afin de recueillir plusieurs points de vue et angles d'analyse. La façon la plus évidente d'y parvenir est de créer un réseau international de groupes de

femmes, qui faciliterait la recherche, la création de programmes et le développement de politiques. Cependant, le contraste entre, d'une part, le très haut niveau d'intérêt et d'engagement et, d'autre part, la limitation des ressources disponibles pour la santé des femmes, fut relevé par les participantEs comme autre point essentiel à l'analyse. Cette vision des choses a amené les participantEs à voir le réseautage comme une option non viable, parce qu'un réseau viable et durable nécessite d'y consacrer des ressources qui ne sont pas actuellement accessibles.

Le thème central du 3<sup>e</sup> Forum urbain mondial "**Notre avenir : des villes durables – Passer des idées à l'action**" a trouvé écho dans la plupart des discussions de cette rencontre. L'emphase a été très clairement mise sur la transposition des recherches existantes en action locale et en politiques efficaces et en actions sur le plan local. Les sous-thèmes "*Sustainable Cities; Land, Housing and Infrastructure for All*" et "*Sustainable Cities; Governing the Environment for All*" ont également émergé des échanges dans la mesure où les participantEs ont reconnu le besoin criant de logements décentes et sécuritaires pour les femmes et d'une participation réelle aux instances gouvernementales et au développement des politiques.

Les participantEs ont souligné le besoin d'une planification stratégique en recherche et développement de politiques, qui s'assurerait que les projets soient interconnectés et pertinents, et que les ressources limitées seront utilisées le plus efficacement possible. Fut également reconnue l'urgence à travailler avec les représentants gouvernementaux afin d'aider à la mise sur pied de nouvelles recherches de cadres d'intervention, et à la recommandation de politiques aux différentes agences gouvernementales et divers paliers des gouvernements. Les participantEs ont aussi mis en évidence la notion de développement durable et viable comme avenue prometteuse pour la concrétisation des bonnes idées et leur implantation sur le long terme. En évitant de monopoliser l'information, la recherche structurante et le développement afin de les rendre disponibles aux futures interventions en matière de santé des femmes, les participantEs sont persuadés que la valeur des projets en cours continuera d'être appréciée, parce qu'ils contribuent vraiment à l'avancement de la santé et de la sécurité des femmes.

Globalement, cette rencontre fut un succès. Plusieurs discussions d'après rencontre ont porté sur les collaborations potentielles entre organismes et agences gouvernementales. Cette session a réaffirmé l'importance du réseautage et du partage des connaissances en matière de santé et de sécurité des femmes, et facilité grandement les discussions et remue-méninges portant sur des actions à venir.

Le Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu (NNEWH) a organisé cette rencontre en partenariat avec des représentantEs de :

Femmes et villes international

Aboriginal Women's Health and Healing Group

Toronto Women's Call to Action

Action Canada pour la population et le développement

Département de santé communautaire et d'épidémiologie,

Université de Dalhousie

Women with Disabilities and Deaf Women's Program,

Education Wife Assault

Department of Physical Therapy, University of Toronto

AVP – Asociación Vivienda Popular (Association pour le logement social), Colombie

# POUR DES VILLES À LA MESURE DES FEMMES

Vancouver,  
19 au 23 juin  
2006

## PROGRAMME DES ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR FEMMES ET VILLES INTERNATIONAL ET SES PARTENAIRES DURANT LE FORUM URBAIN MONDIAL III

LUNDI 19 juin	MARDI 20 juin	MERCREDI 21 juin	JEUDI 22 juin	VENDREDI 23 juin
<p><b>8h à 9h</b> Accueil et orientation par FEVI Lieu : YWCA – Salle Weldwood Adresse : 535, Hornby St.</p> <p><b>8h à 9h</b> Caucus des femmes Lieu : VCEC* Salle : MR01</p> <p><b>14h30 à 17h30</b> Table-ronde : «<i>Empowering the MDGs : Grassroots Women &amp; Partners Meeting the Challenge</i>» Sur invitation seulement</p>	<p><b>7h30 à 8h15</b> Caucus des femmes (dirigé par Femmes et villes international) Lieu : VCEC* Salle : MR01</p> <p><b>10h à 12h</b> Rencontre sur le Projet de partenariat financé par CFC Sur invitation seulement</p> <p><b>13h30 à 15h30</b> Des partenariats durables pour la sécurité des femmes Lieu : VCEC* Salle : Oceanview 1</p> <p><b>16h30 à 18h30</b> Développer un modèle : partenariats pour l'égalité dans les grandes villes Lieu : VCEC* Salle : MR13</p> <p><b>19h à 22h</b> Réception «Célébrer les groupes de femmes et leurs partenaires» Sur invitation seulement</p>	<p><b>7h30 à 8h15</b> Caucus des femmes Lieu : VCEC* Salle : MR01</p> <p><b>9h30 à 12h</b> Rencontre – sites pilotes et représentantEs des municipalités – projet financé par CFC Sur invitation seulement</p> <p><b>12h à 13h15</b> Déjeuner-rencontre Projet Partenariats financé par CFC Sur invitation seulement</p> <p><b>13h30 à 15h30</b> Intégration de l'approche de genre à la gouvernance locale Lieu : VCEC* Salle : MR18</p> <p><b>16h à 18h</b> Réunion d'évaluation – Projet Partenariats financé par CFC Sur invitation seulement</p>	<p><b>7h30 à 8h15</b> Caucus des femmes Lieu : VCEC* Salle : MR01</p> <p><b>13h30 à 15h30</b> Réseaux de connaissance pour la santé et la sécurité des femmes Lieu : VCEC* Salle : Oceanview 1</p> <p><b>16h30 à 19h30</b> Assemblée générale annuelle de Femmes et villes international Lieu : Interurban Gallery Adresse : 1, East Hastings</p>	<p><b>7h30 à 8h15</b> Caucus des femmes Lieu : VCEC* Salle : MR01</p> <p>*VCEC = Vancouver Convention and Exhibition Centre</p>

Ce programme est une initiative menée conjointement par :

FEMMES ET VILLES INTERNATIONAL

[www.femmesetvilles.org](http://www.femmesetvilles.org)  
[www.womenincities.org](http://www.womenincities.org)  
[www.mujeresy ciudades.org](http://www.mujeresy ciudades.org)



TORONTO WOMEN'S CALL TO ACTION  
[www.twca.ca](http://www.twca.ca)



LE RÉSEAU PANCANADIEN SUR LA SANTÉ DES FEMMES ET LE MILIEU (RPSFM)  
[www.yorku.ca/nnewh](http://www.yorku.ca/nnewh)



LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES MUNICIPALITÉS (FCM)  
[www.fcm.ca](http://www.fcm.ca)



LE PROGRAMME DES VILLES PLUS SÛRES DE ONU-HABITAT  
[www.unhabitat.org/safercities](http://www.unhabitat.org/safercities)



AECI  
[www.aeci.es](http://www.aeci.es)



UNIFEM  
[www.unifem.org](http://www.unifem.org)



RED MUJER Y HABITAT LAC  
[www.redmujer.org.ar](http://www.redmujer.org.ar)



CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ  
[www.crime-prevention-intl.org](http://www.crime-prevention-intl.org)



LA COMMISSION HUAIROU  
[www.huairou.org](http://www.huairou.org)

Le soutien financier pour le développement des activités et événements a été apporté par le gouvernement du Canada (Ressources humaines et développement social Canada, Sécurité publique et Protection civile Canada, Condition féminine Canada), le Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu (RPSFM) et la Commission Huairou.

Pour tous les autres événements durant le FUM, consulter :  
[www.unhabitat.org/wuf/2006/programme\\_glance.asp](http://www.unhabitat.org/wuf/2006/programme_glance.asp)

# POUR DES VILLES À LA MESURE DES FEMMES

CAUCUS DES FEMMES ET ÉVÉNEMENTS DE RÉSEAUTAGE ORGANISÉS PAR FEMMES ET VILLES INTERNATIONAL ET SES PARTENAIRES DURANT LE FORUM URBAIN MONDIAL III, CENTRE DES CONGRÈS ET DES EXPOSITIONS DE VANCOUVER, 19 AU 23 JUIN 2006

→ **Caucus des femmes**  
Mardi, 20 juin 7h30 – 8h15  
Salle : MR01

Le caucus débutera par une brève introduction sur les attentes de Femmes et villes international et de ses partenaires au FUM quant à l'avancement de la question de l'égalité des femmes et celles de la sécurité et du bien-être des femmes et des filles. Elle sera suivie d'une discussion sur les stratégies afin de faire progresser ce dossier durant le Forum de Vancouver, et en préparation du prochain FUM.

#### **Animatrice :**

- ▶ Caroline Andrew, Femmes et villes international

#### **Conférencières :**

- ▶ Gloria Kovach, Fédération canadienne des municipalités
- ▶ Anna Tibaijuka, ONU-Habitat
- ▶ Ana Falú, UNIFEM
- ▶ Helen Fotopoulos, Ville de Montréal

→ **Des partenariats durables pour la sécurité des femmes**  
Mardi, 20 juin – 13h30 – 15h30  
Salle : Oceanview 1

Femmes et villes international est présentement à réaliser une initiative portant sur les partenariats locaux en matière de sécurité des femmes. En plus du Canada, divers projets se déroulent aussi en Australie, en Afrique, en Amérique Latine et en Europe, dont plusieurs projets réalisés par ONU-Habitat. Ces initiatives font le lien entre la violence dans les espaces privés et publics. Les échanges porteront sur des questions liées aux défis, obstacles et opportunités rencontrés dans la réalisation de ces projets. Comment apprendre les unEs des autres ? Comment développer des liens à travers la diversité de nos cultures pour mieux agir localement?

#### **Coanimatrices :**

- ▶ Suzanne Doerge, Initiative : une ville pour toutes les femmes (IVTF), Canada
- ▶ Carolyn Whitzman, Université de Melbourne / Femmes et villes international, Australie
- ▶ Cecilia Andersson, ONU-Habitat, Programme Villes plus sûres, Kenya

#### **Conférencières :**

- ▶ Johanne Bouchard, Conférence régionale des élus de Montréal, Québec, Canada
- ▶ Cookie Edwards, KZN Network on Violence Against Women, Afrique du Sud
- ▶ Dipak Naker, Raising Voices, Ouganda
- ▶ Olga Segovia, SUR – Réseau «Femmes et habitat», Chili

→ **Développer un modèle: partenariats pour l'égalité dans les grandes villes**  
Mardi, 20 juin- 16h30 – 18h30  
Salle : MR13

4 villes canadiennes - Toronto, Vancouver, Montréal et Ottawa - serviront d'études de cas pour présenter les mécanismes et les structures nécessaires à l'implantation de politiques municipales d'égalité entre les femmes et les hommes. Les principales dimensions (politiques, administratives et participatives) visant à créer des villes égalitaires sont tirées du modèle développé par la Fédération canadienne des municipalités dans sa publication «Une ville à la mesure des femmes». Les échanges seront toutefois de portée internationale, à partir de l'expérience des participantes provenant de grandes villes, sur les préoccupations particulières liées à la diversité de leurs populations et la façon de répondre à ces enjeux spécifiques. Nous verrons aussi comment ces constats pourraient être appliqués à de plus petites communautés.

#### **Coanimatrices :**

- ▶ Fran Klodawsky, Université de Carleton/ Femmes et villes international, Canada
- ▶ Caroline Andrew, Université d'Ottawa / Femme et villes international, Canada

#### **Conférencières :**

- ▶ Mariana Alonso, Municipalité de Rosario, Argentine
- ▶ Konté Fatoumata Doumbia, Association des Municipalités du Mali, Mali
- ▶ Nicole Boily, Conseil des Montréalaises, Québec, Canada
- ▶ Ellen Woodsworth, World Peace Forum, Canada
- ▶ Vu Thi Vinh, Association des Villes du Vietnam (ACVN) / Université d'Hanoi, Vietnam
- ▶ Proserpina Tapales, Université des Philippines, Philippines
- ▶ Magdalena García Hernández, Red Nacional Milenio Feminista, Mexique
- ▶ Marina Leite, Refazendo Vinculos, Brésil

# POUR DES VILLES À LA MESURE DES FEMMES

DAILY WOMEN'S CAUCUS AND NETWORKING EVENTS ORGANISED BY WOMEN IN CITIES INTERNATIONAL AND PARTNERS DURING WORLD URBAN FORUM III, VANCOUVER CONVENTION AND EXHIBITION CENTRE, JUNE 19-23, 2006

## → Intégration de l'approche de genre à la gouvernance locale

Mercredi, 21 juin 13h30 – 15h30

Salle : MR18

Cette session portera sur l'intégration de l'égalité entre les sexes et sur le traitement équitable des femmes dans la gouvernance et au sein des gouvernements locaux. Les conditions nécessaires pour intégrer l'approche de genre à la gestion municipale, les stratégies efficaces, les outils à développer et les défis liés à son implantation seront discutés. L'élaboration de budgets dans l'optique de l'égalité des sexes (*Gender-Responsive Budget Initiatives - GRBI*), les indicateurs et l'évaluation de la mise en œuvre de ces processus seront aussi abordés, ainsi que la question des avantages et des enjeux associés aux partenariats entre les groupes de femmes et les pouvoirs locaux. Nous discuterons aussi du développement des échanges à l'échelle internationale, de la mise sur pied d'initiatives de renforcement des capacités, de projets-pilotes et d'autres pratiques propices à la gouvernance conjointe par les groupes de femmes, les gouvernements locaux et les organismes voués à l'inclusion sociale.

### Animatrice :

- ▶ Prabha Khosla, Toronto Women's Call to Action / Femmes et villes international, Canada

### Conférencières :

- ▶ Louise Poirier, Fédération canadienne des municipalités (FCM), Canada
- ▶ Tanis Houck, Fédération canadienne des municipalités (FCM), Canada
- ▶ Liliana Rainero, CISCA – Women and Habitat Network - LAC, Argentine
- ▶ France Bourgault, Centre d'éducation et d'action des femmes (CEAF), Québec, Canada
- ▶ Nuzhath Leedham, Riverdale Immigrant Women's Centre / Toronto's Women Call to Action (TWCA), Canada
- ▶ Glenise Levendal, Gender Advocacy Programme (GAP), Afrique du Sud
- ▶ Elizabeth Quarco Akpalu, Wildaf/FEDDAF, Afrique de l'Ouest
- ▶ Julieta Logroño, Centro de Género y Desarrolló Valdivia, Équateur

## → Réseaux de connaissance pour la santé et la sécurité des femmes

Judi, 22 juin – 13h30 – 15h30

Salle : Oceanview 1

Le but de ce forum est de permettre aux participantEs de discuter des façons de mieux relier le nombre grandissant de réseaux du savoir : réseaux internationaux, nationaux, régionaux et locaux spécialement ceux qui touchent les groupes marginalisés – femmes immigrantes et victimes de racisme, femmes autochtones ou femmes ayant un handicap. On examinera les moyens par lesquels on pourrait créer des partenariats mondiaux, nationaux et locaux afin d'élaborer des politiques qui favorisent la bonne santé et la sécurité des femmes vulnérables en milieu urbain.

### Coanimatrices :

- ▶ Prabha Khosla, Toronto Women's Call to Action / Femmes et villes international, Canada
- ▶ Kimberly Walker, Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu (RPSFM), Canada

### Conférencières :

- ▶ Swarna Weerasinghe, Centre for Clinical Research, Université de Dalhousie, Canada
- ▶ Karen Yoshida, Université de Toronto, Canada
- ▶ Linda Day, Aboriginal Women's Health and Healing Research Group (AWHHRG), Université de Colombie-Britannique, Canada
- ▶ Fran Odette, Education Wife Assault, Canada
- ▶ Kamlyn Ng-See-Quan, Action Canada pour la population et le développement (ACPD), Canada
- ▶ Marisol Dalmazzo, AVP-Asociación Vivienda Popular (Association pour le logement social), Colombie